

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

relatif à des prestations d'entretien des espaces verts extérieurs au profit d'unités soutenues par le Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Brive la Gaillarde pour les départements de la Corrèze (19), de la Creuse (23), et de la Haute-Vienne (87)

ANNEXES :

- Annexe 1 à 3 : Descriptif des prestations attendues (Lots 1, 2 et 3)
- Annexe 4 : Points de contact
- Annexe 5 : Fiche incident
- Annexe 6 : Plan caserne Laporte
- Annexe 7 : Classification

ARTICLE 1 - OBJET.....	4
ARTICLE 2 - PRESENTATION DES SITES.....	4
ARTICLE 3 - DOCUMENTATION DE RÉFÉRENCE	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	5
4.1 . Obligation de résultat.....	5
4.2. Obligations environnementales	6
4.3. Produits utilisés	7
4.4. Traitement des déchets	8
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION	9
5.1 . Généralités	9
5.2 . Obligations de l'Administration	9
5.3 . Moyens humains	9
5.4 . Engagement mutuel	10
5.5 . Intempéries	10
5.6 . Organisation du travail	10
5.7 . Prestations réalisée en « régie ».....	10
ARTICLE 6 - EXIGENCES ET CONTRAINTES PARTICULIÈRES.....	10
6.1 . Connaissance des sites et des mesures de sécurité.....	10
6.2 . Règles de sécurité.....	10
6.3 . Circulation des personnels.....	11
6.4 . Liste des véhicules et engins roulants.....	11
6.5 . Matériels, locaux, énergies et fluides.....	11
ARTICLE 7 - INSTALLATION DES PRESTATIONS.....	12
7.1 . Visite de prévention en début d'exécution.....	12
7.2 . Stockage du matériel et des produits	12
7.3 . Branchement.....	12
7.4 . Sécurité.....	13
7.5 . Contraintes.....	13
ARTICLE 8 - DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES PRESTATIONS À EFFECTUER.....	13
8.1 . Désherbage	13
8.2 . Entretien des allées et surfaces piétonnes	13
8.3 . Entretien et taille des haies.....	14
8.4 . Entretien et taille des massifs floraux, rosiers, arbustes, bosquets.....	14
8.5. Entretien des surfaces gazonnées et semis de regarnissage.....	15
8.6 . Entretien des surfaces de broussaille (débroussaillage)	15

8.7 .	Entretien des surfaces de prairie (fauchage).....	16
8.8 .	Ramassage des feuilles mortes	16
8.9.	Entretien et curage des fossés.....	16
8.10.	Élagage des arbres.....	16
8.11.	Abattage des arbres.....	17
8.12.	Traitement des souches.....	17
8.13.	Fertilisation.....	17
8.14.	Traitement des déchets	17
8.15.	Plantation de végétaux.....	18
ARTICLE 9 - CONTRÔLE ET VÉRIFICATION DES PRESTATIONS.....		18
9.1 .	Surveillance technique	18
9.2.	Incident.....	19

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent CCTP a pour objet de définir les conditions et modalités d'exécution des prestations d'entretien des espaces verts extérieurs au profit d'unités soutenues par le Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de BRIVE-LA-GAILLARDE.

ARTICLE 2 - PRESENTATION DES SITES

Les prestations font l'objet de l'allotissement géographique suivant :

- Lot 1 – Prestations d'entretien des espaces verts extérieurs au profit d'unités de la Corrèze (Département 19)
 - Poste 1 : Pylône Mont Audouze - Sornac – 19290 St Setier
 - Poste 2 : Caserne Laporte - rue Bernard Courtois – 19 000 Brive-la-Gaillarde
 - Poste 3 : Caserne Brune - rue du Général Delmas – 19 000 Brive-la-Gaillarde
 - Poste 4 : Etablissement Graphique du Commissariat des armées 2 rue Louis Druliolle – 19 000 Tulle
 - Poste 5 : Local DESCARTES – 19 085 Gimel-les-cascades
- Lot 2 – Prestations d'entretien des espaces verts extérieurs au profit d'unités de la Creuse (Département 23)
 - Poste 1 : Camp de LA COURTIME - quartier Général Benoît – 23 100 La Courtine
 - Poste 2 : DMD 23 - 5 Avenue de Laure – 23 000 Guéret
- Lot 3 – Prestations d'entretien des espaces verts extérieurs au profit d'unités de la Haute Vienne (Département 87)
 - Poste 1 : Les borderies (pylône) – 87 230 Les Cars
 - Poste 2 : CRSA Puy de Sauvagnac – 87 340 St Léger la Montagne
 - Poste 3 : SAHMA - 23 rue de Châteauroux – 87 000 Limoges

ARTICLE 3 - DOCUMENTATION DE RÉFÉRENCE

- Code du travail.
- Code rural et de la pêche maritime.
- Code forestier.
- Code de l'environnement.
- Référentiel R1-1105 ECOCERT.
- Loi n°99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole.
- Loi n° 2014-110 du 6 février 2014 (dite loi Labbé) et son article 68 modifié, visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national.
- Article L253-7 du code rural et de la pêche maritime.
- Décret n° 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive et doit le cas échéant être mise à jour par le titulaire du marché au vu des modifications postérieures à l'émission du présent document. Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes (en vigueur et à venir) homologuées françaises ou européennes.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1 . Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à assurer les prestations d'entretien des espaces verts et des terrains au profit des formations bénéficiaires avec les moyens nécessaires, de façon à effectuer ses prestations dans des conditions de qualité irréprochable. Il a de ce fait une obligation de résultat.

Le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations d'entretien dans le respect des règles de l'art de la profession.

Dans ce cadre, il prend à sa charge les moyens humains, matériels et tous les produits nécessaires à l'exécution des prestations.

Par ailleurs, il s'engage à mettre en place les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir tout risque d'accident, notamment ceux liés au trafic routier (signalisation linéaire des ouvrages, des personnels et des matériels) et à prendre toutes les mesures collectives et individuelles pour occasionner le moins de gênes possibles aux usagers et riverains.

En cas d'intervention sur la voie publique il contactera les services municipaux afin d'obtenir les autorisations nécessaires et obligatoires (autorisation de voirie).

Le titulaire a un devoir de conseil et ne doit pas hésiter à signaler au(x) bénéficiaire(s) tous végétaux atteints par une maladie et proposer un traitement curatif.

Les prestations seront assurées conformément aux présentes clauses techniques particulières et au dossier technique du titulaire fourni avec son offre :

- l'entreprise titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires afin d'assurer les prestations demandées en respectant rigoureusement les délais définis dans le planning des interventions ;
- réaliser les prestations de façon continue : l'intervention commencée ne pourra être interrompue sans l'accord de l'Administration ;
- utiliser du matériel conforme à la réglementation en vigueur ;
- prendre à sa charge toutes les fournitures nécessaires à la bonne réalisation des travaux ;
- prendre à sa charge l'entretien et toutes les réparations de son matériel, qu'elles soient le fait de l'usure normale ou de casse due au mauvais état des sols ou à la rencontre d'obstacles pouvant être cachés par la végétation ;
- prendre à sa charge toutes les réparations des bâtiments, du matériel ou des équipements du site, pouvant être détériorés pendant l'exécution des travaux ;
- prendre à sa charge l'évacuation des déchets (interdiction de les faire brûler sur place) ;
- respecter les plans de prévention ;
- respecter toutes les consignes d'accès pour chacun des sites.

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour utiliser l'eau de façon raisonnée et éviter tout gaspillage (fuite, écoulement...).

Les murs d'enceinte (extérieurs et intérieurs) ainsi que les murs de tous les bâtiments devront être exempt de toute végétation.

Toute modification de prestation (ex : désherbage chimique à la place d'un débroussaillage mécanique) devra faire l'objet d'un accord préalable écrit de l'Administration.

L'ensemble des spécifications techniques ci-dessous détermine le résultat à atteindre par le

prestataire.

À ce titre, il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et exigés par la profession pour l'obtention du résultat décrit ci-dessous pour chaque opération d'entretien.

Cependant, si en dépit de l'application de ce socle minimal, le résultat décrit n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires, sans supplément de prix, jusqu'à obtention du résultat souhaité. La responsabilité du titulaire est engagée sur la seule constatation contradictoire que le résultat n'est pas atteint, sauf à justifier s'il le peut, une cause étrangère ayant le caractère de force majeure ou l'intervention fautive de l'Administration.

4.2. Obligations environnementales

Le titulaire est tenu de respecter la réglementation relative à la préservation et à la protection de l'environnement. Il peut également mettre en œuvre, dans l'exécution du présent marché et de façon volontaire, des techniques et processus intégrant la notion de développement durable et maîtrise des impacts liés à son activité (réduction de la quantité de déchets, maîtrise des consommations et des coûts d'utilisation, protection de l'environnement, protection des utilisateurs.....).

Les objectifs de préservation de l'environnement, de biodiversité et des ressources naturelles, conduisent notamment à :

- interdire¹ ou limiter fortement l'utilisation de produits phytosanitaires, notamment pour les prestations de désherbages de tous types de surfaces : le titulaire fournira avec son offre les Fiches de Données de Sécurité (FDS) qui rassemblent toutes les données à jour sur un produit et permettent une bonne connaissance et une manipulation en conséquence : nature du produit, usage, dosage, symboles de classement, phrases de risques, de protection, toxicologie des produits ;
- limiter l'émission de gaz à effet de serre et les nuisances sonores par l'emploi de matériels récents, et si possible électriques aux normes en vigueur : le titulaire devra favoriser l'utilisation de matériels et véhicules respectueux de l'environnement (maîtrise des consommations et des coûts d'utilisation, réduction des nuisances, sélection des carburants utilisés, matériels électriques...). A cette fin, il s'engage à utiliser les matériels qu'il a décrits dans son offre ;
- recycler et limiter toutes productions de déchets : pour l'ensemble des prestations demandées, et conformément à la réglementation en vigueur, la totalité des déchets et détritiques (produits de tontes, de tailles, bois morts ou branchages) devra être évacuée, valorisée ou mise en décharge autorisée par le titulaire, à ses frais, le jour même de l'intervention. Les déchets verts sont prioritairement compostés. Ils pourront également être empaillés. Le titulaire s'engage à respecter les dispositions qu'il a décrites dans son offre. Il doit à tout moment être capable d'en apporter la preuve et démontrer qu'il en assure une traçabilité ;
- contribuer à la préservation des abeilles : conformément au protocole d'accord signé entre le ministère des Armées et des Anciens combattants et l'Union Nationale de l'Apiculture Française et afin de contribuer à la préservation des abeilles, le ministère s'engage à respecter un certain nombre de pratiques respectueuses de l'abeille et notamment de ne pas utiliser de produits toxiques et de pesticides dans l'entretien de ses espaces verts pour sauvegarder les abeilles et les pollinisateurs sauvages. Ce protocole s'intègre dans les engagements de l'Etat au titre de la stratégie nationale pour la biodiversité 2011 – 2020. (cf. tableau de classification des substances actives à risque pour les abeilles en annexe 7 au CCTP).

¹ Interdiction effective au 01/01/2017 dans les sites accessibles et ouvert au publics et les sites fréquentés par des personnes vulnérables ou se trouvant à proximité de ces dernières (cf. « Loi n°2014-110 du 06/02/2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national », dite Loi Labbé) dont l'échéance a été ramenée au 01/01/2017 par l'article 68 de la "Loi n° 2015-992 du 17/08/2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte".

Le titulaire propose, lorsque cela est pertinent, le recours à des techniques de *mulching* ou équivalentes évitant le ramassage de l'herbe coupée.

Il utilise prioritairement, le désherbage manuel ou thermique et limitera l'utilisation de produits chimiques.

Pour le traitement des sols, il privilégie des produits végétaux tels que le compost de déchets extérieurs ou équivalent en remplacement des solutions chimiques classiques.

Le titulaire propose dans la mesure du possible des machines utilisant une énergie alternative.

Il favorisera la reconstitution d'écosystèmes.

À noter que les prescriptions détaillées ci-dessus en terme d'environnement ne sont que des minimaux à atteindre. Le titulaire est fortement invité à tendre vers une prestation 100 % écologique.

4.3. Produits utilisés

1. Généralités

Le titulaire doit fournir, à ses frais, les produits nécessaires à la bonne exécution des prestations et au bon entretien des espaces verts. Le taux d'utilisation de produits éco **responsables ne peut pas être inférieur à 80 %, le pourcentage proposé par l'entreprise a été précisé à l'annexe 2 à l'acte d'engagement.**

Pour les produits d'amendement, 100 % des produits doivent avoir, soit des caractéristiques au moins équivalentes à celles de l'éco label européen, soit être issus de filières de valorisation de déchets organiques, soit encore être issus de filières de valorisation de déchets animaux.

Le choix des produits est laissé à l'initiative du titulaire, leur liste doit figurer en pourcentage et un accord préalable du chargé de prévention et du responsable de site est nécessaire à leur utilisation. Après accord, ces produits doivent faire l'objet d'un recueil permettant aux exécutants d'utiliser convenablement les produits.

En outre :

- le transvasement de produits dans des contenants non appropriés ou mal étiquetés est proscrit ;
- le rinçage des appareils, l'évacuation des résidus et des emballages doivent être conformes à la réglementation environnementale et, ce, à la charge du titulaire du marché ;
- le bénéficiaire se réserve le droit d'interdire les produits dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations ou de compromettre la sécurité des usagers ;
- tout produit rebuté doit être immédiatement retiré et remplacé par le titulaire, à ses frais par un produit autorisé par le responsable du site bénéficiaire.

Si, au cours de l'exécution du marché, le titulaire utilise de nouveaux produits, ces derniers ont la même obligation de résultat et doivent respecter les normes environnementales. Ces nouveaux produits ne peuvent être utilisés qu'après approbation de l'Administration. Pour ce faire, le titulaire doit fournir au Responsable Prestations Pôles (RPP) local référencé à l'annexe 4 du CCTP, les fiches produits et les fiches de données de sécurité des nouveaux produits utilisés, ainsi que les références aux éco labels ou documents d'équivalence de ces nouveaux produits.

L'ajout de produits dans la liste des produits utilisés ne peut pas conduire à abaisser le taux d'utilisation de produits éco responsables sous peine de résiliation.

2. Produits phytosanitaires

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance interdit depuis le 1er janvier 2017 l'utilisation des produits phytosanitaires par l'État, les collectivités locales et les établissements publics dans les espaces extérieurs, à ce titre le titulaire devra intégrer les directives du commandement ou des chefs d'emprise résultant de la sécurité des biens et des personnes ou des missions régaliennes de l'État.

Néanmoins certains traitements par utilisation de produits phytosanitaires, réservée principalement à des cas exceptionnels (espèces invasives...maladies...) ou zones difficilement accessibles aux engins mécaniques de par leur nature (abords des clôtures) peuvent être effectués sous réserve de l'accord du chargé de prévention (Cellule HSE).

Toutefois les caractéristiques des produits utilisés ainsi que leurs fiches de données de sécurité devront être fournies.

Il est précisé que lors de tout traitement, il est recommandé de privilégier :

- la dose la plus faible, garantissant l'efficacité du produit ;
- la solubilité faible ;
- une dt courte (durée de demi-vie dans le sol) ;
- une cl 50 (concentration létale) et dl (dose létale) élevées ;
- une DJA (dose journalière acceptable) élevée.

Le prestataire conservera l'entière responsabilité de l'emploi de ces produits, notamment en ce qui concerne la végétation voisine, la sécurité des agents, la limitation de la diffusion dans l'air des substances appliquées.

Seuls les produits disposant d'une autorisation de mise sur le marché pourront être utilisés.

Il est précisé par ailleurs que certaines matières actives contenues dans les produits disposant d'une autorisation de mise sur le marché sont suspectés d'altérer durablement la santé ou de se transférer rapidement vers les eaux ou d'être dangereuses pour l'environnement, au sens large du terme.

Pour ces raisons, l'utilisation de produits comportant des molécules considérées comme toxiques, persistantes et bio-accumulables (PBT), cancérigènes, mutagènes ou repro-toxiques (CMR) perturbatrices du fonctionnement hormonal ou contenant des substances particulièrement destructrices pour les abeilles et autres insectes pollinisateurs EST STRICTEMENT INTERDITE.

Par ailleurs les produits dont les étiquettes présentent une phrase de risques de R39 à R40- R46 à R50-R54 et R55 et R60 à R64- ne devront pas être utilisés (Annexe III de la directive européenne 67/548/EEC).

4.4. Traitement des déchets

L'enlèvement des déchets, y compris de coupe, est à la charge du titulaire selon la filière d'élimination décrite à l'annexe 3 à l'acte d'engagement.

À l'issue de chaque prestation, le titulaire évacue les déchets organiques et minéraux de préférence en centre de compostage ou centre de traitement agréé. Les filières d'élimination et les modalités de valorisation des déchets verts seront précisées dans le cadre de réponse annexé à l'acte d'engagement. Conformément à la réglementation en vigueur, la totalité des déchets et détritres devra être évacuée le jour même de l'intervention.

Le titulaire veille à valoriser au maximum l'ensemble de ses déchets.

L'installation d'un composteur pourra être étudiée en relation avec le responsable du site. Le cas échéant, le composteur devra répondre à l'éco label « NF Environnement » ou à un référentiel

équivalent (dans ce cas, le titulaire fournira les documents de démonstration de cette équivalence).

Le détail des exigences des éco labels européen et « NF Environnement » sont disponibles sur <http://www.ecolabels.fr>.

Les déchets non valorisés sur site et évacués pour traitement feront l'objet d'un bordereau de suivi fourni au chargé de prévention de la formation bénéficiaire.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION

5.1 . Généralités

L'entretien des espaces verts extérieurs doit être réalisé dans le respect des règles de bon fonctionnement des activités de chaque site :

- en suivant rigoureusement les dispositions du plan de prévention ;
- en respectant les consignes concernant la circulation à l'intérieur des sites concernés ;
- en utilisant des véhicules et des matériels ayant satisfait aux exigences des contrôles techniques et à la réglementation en vigueur ;
- en respectant les règles de sécurité du travail ;
- en appliquant les consignes relatives aux accès sur les sites à traiter ;
- en respectant les interruptions momentanées de la prestation demandée en cas d'activités particulières sur le site (cérémonies, visites d'autorités, etc.).

5.2 . Obligations de l'Administration

Dès réception de l'avis de passage du titulaire, l'Administration s'engage, pour la durée nécessaire à la réalisation de la prestation, à laisser le prestataire accéder librement aux installations, aux jours et heures légales d'ouverture du site.

L'Administration s'engage à étudier les éventuelles observations écrites fournies par le titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations et à leur donner suite si elles sont jugées pertinentes dans un délai d'une semaine.

5.3 . Moyens humains

Les personnels sont mis en place et agissent sous la seule autorité du titulaire du marché.

Ils seront dotés d'équipement de protection individuelle et porteront, ainsi que leurs véhicules, des marques apparentes au nom du titulaire. Aucun personnel ne sera admis sur un site s'il n'est revêtu de cette tenue.

Le personnel doit être qualifié et en nombre suffisant. Les agents d'espaces verts seront formés avant l'exécution du présent marché ou avant leur prise de fonction s'ils arrivent en cours d'année.

L'instruction des agents est à la charge du titulaire.

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en vigueur sur le site.

Le titulaire devra obligatoirement désigner un représentant responsable de l'exécution des prestations lors de la réunion de lancement. Cette personne sera l'interlocuteur direct sur le site pour tout problème dans l'exécution du marché.

La vérification de l'exécution des prestations sera effectuée par un responsable désigné.

5.4 . Engagement mutuel

Le titulaire du marché reste seul responsable vis à vis de l'Administration.

Les deux parties s'informeront dans les plus brefs délais de la survenance de tout événement susceptible de modifier fortement les conditions d'exécution. Elles s'engagent à trouver une solution permettant de préserver l'intérêt respectif des deux parties.

5.5 . Intempéries

En cas d'intempéries rendant le travail impossible, constatées par le responsable technique du site concerné, le titulaire peut remettre son exécution au 1er jour suivant le rétablissement des conditions climatiques optimales. Si nécessaire, ce jour est défini conjointement avec l'Administration et confirmé par courriel.

5.6 . Organisation du travail

5.6.1 Horaires de travail

L'exécution des travaux ne devra pas perturber le fonctionnement des services. Les horaires de travail du personnel de la société titulaire sont à arrêter en accord avec le bénéficiaire. Tous les travaux bruyants sont interdits avant 8h00 et après 19h00, ainsi que les dimanches et jours fériés.

5.6.2 Flexibilité

Le titulaire du marché devra être en mesure d'intervenir dans un délai de 72 heures ouvrables sur les différents sites.

Lorsque qu'en raison de circonstances imprévues, (exemple : prises d'armes, visites d'autorités non programmées, situation de risque suite à intempéries...), le titulaire du marché devra sur demande du bénéficiaire être en mesure d'intervenir dans un délai de **24** heures.

5.7 . Prestations réalisée en « régie »

Le bénéficiaire dispose de personnel équipé en régie qui effectue certaines prestations d'entretien des espaces verts.

ARTICLE 6 - EXIGENCES ET CONTRAINTES PARTICULIÈRES

6.1 . Connaissance des sites et des mesures de sécurité

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux, des possibilités d'accès, des règlements propres à l'Administration, des règlements particuliers à l'établissement et d'une manière générale de toutes particularités pouvant de quelque manière que ce soit influencer sur l'exécution ou la qualité des prestations à réaliser.

6.2 . Règles de sécurité

Le titulaire devra se conformer au code du travail. Il évacuera sans délai les matériaux et combustibles dangereux, y compris les emballages de toute nature des lieux d'exécution des prestations.

Chaque fois que cela est nécessaire, le titulaire doit, à sa charge, et après approbation du responsable du site ou de son représentant :

- placer les barrages ou déviations de circulation routière matérialisés par des écriteaux ;
- mettre en place une signalétique adaptée aux interdictions de stationner (plots, ruban, balise etc.);
- prévoir un extincteur ou des balais incendie ;

- prévenir le chef du service général ou son adjoint de l'existence de zones interdites.

Le titulaire doit, à chaque intervention respecter les règles de sécurité établies en réunion de lancement.

Des contrôles inopinés auront lieu pour vérifier le respect de ces mesures.

6.3 . Circulation des personnels

Un plan de prévention sera rédigé avant le début des prestations pour chacun des sites.

La circulation des personnels doit être strictement limitée à l'accès aux zones de prestation.

En outre, il devra :

- respecter la signalisation routière et le sens de circulation ;
- ne pas encombrer les voies de circulation ;
- sortir les engins du site à la fin de chaque séance de travail.

6.4 . Liste des véhicules et engins roulants

Le titulaire devra également fournir la liste des véhicules et des engins intervenant sur le site ainsi qu'une photocopie des cartes grises et des certificats d'assurance.

L'accès à l'établissement sera refusé à tout véhicule n'ayant pas été déclaré.

Tout changement de véhicule devra être immédiatement signalé pour mise à jour de cette liste.

6.5 . Matériels, locaux, énergies et fluides

1. Matériels

Le titulaire assure la fourniture des matériels nécessaires pour assurer les prestations demandées. Aucun matériel ni outillage ne sera mis à disposition par le bénéficiaire.

Les appareils doivent être conformes aux règlements de sécurité et de prévention des accidents du travail, être en parfait état d'utilisation et être adaptés aux différentes tâches à accomplir.

Dans la mesure du possible le titulaire devra utiliser des machines générant le moins de nuisances vers ses personnels et ceux de la personne publique. À cet effet, les machines électriques seront utilisées prioritairement à des machines thermiques.

Les appareils électriques doivent être :

- conformes aux normes électriques et antiparasites, leurs cordons d'alimentation et prolongateurs en nombre suffisant et maintenus en parfait état ;
- adaptés aux caractéristiques de l'alimentation du site.

Tout matériel défectueux sera enlevé du site et remplacé par le titulaire à ses frais.

En cas d'utilisation de matériels spécifiques (nacelles, harnais, matériels électriques ...) :

- les certificats de conformité avec les normes et règlements de sécurité pour l'utilisation devront être fournis au chargé de prévention ou son représentant ;
- le conducteur d'une nacelle devra posséder le certificat CACES (Certificat d'Aptitude à la Conduite des Engins en Sécurité) ;
- sur demande de l'Administration, le titulaire fournira les attestations de contrôle, vérifications, conformités des différents matériels utilisés par rapport aux normes et règlements

de sécurité (rapport de vérification pour le matériel astreint à un contrôle périodique).

Le titulaire doit s'assurer que les agents ayant à manipuler les différents équipements, qu'ils soient à moteur ou non, soient formés, pourvus des autorisations et habilitations nécessaires et en pleine connaissance des consignes de sécurité applicables aux engins qu'ils manipulent. Sur demande de l'Administration, le titulaire fournira les preuves d'habilitations de ses personnels.

Le bénéficiaire se réserve le droit d'interdire les matériels défectueux ou dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations ou des nuisances.

2. Locaux

Aucun local ne sera mis à disposition du titulaire.

Les personnels de l'entreprise ont l'usage des sanitaires de la collectivité conformément aux règles d'hygiène et de sécurité.

3. Énergies et fluides

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations seront assurées gratuitement par la formation militaire. Toutefois, le titulaire s'engage à en faire un usage cohérent en évitant le gaspillage. Les bornes à eau doivent notamment être refermées après usage.

ARTICLE 7 - INSTALLATION DES PRESTATIONS

7.1 . Visite de prévention en début d'exécution

Avant le commencement du marché, l'Administration est tenue de laisser les lieux en parfait état, elle devra avoir fait évacuer tous les différents gravats apparents pouvant gêner la bonne utilisation des machines du titulaire (tondeuse, etc.).

De plus, les bouches d'égouts, sorties d'évacuation non apparentes sur les terrains à tondre ou à nettoyer devront être balisées par le titulaire.

Dans les 15 jours après la notification du marché et avant tout démarrage des prestations, le bénéficiaire et le titulaire se réunissent.

Une visite de prévention par site sera effectuée et un plan de prévention rédigé conjointement avec le titulaire du marché et le chargé de prévention de chaque site.

Toute difficulté rencontrée par le titulaire ou/et le bénéficiaire pour la mise en place du chantier devra être notifiée à l'acheteur.

7.2 . Stockage du matériel et des produits

Toute précaution devra être prise pour que les produits et matériels ne laissent aucune trace sur le sol.

Le stockage en vrac de produits pulvérulents sera interdit. Il appartiendra au titulaire de mettre en place des bacs de rétention avec séparation des catégories de produits.

A la fin de chaque journée de travail, le matériel et les produits devront être évacués du chantier.

Aucun matériel ou produit ne devra être abandonné en dehors des emplacements autorisés ou laissés sans rangement après chaque intervention, sous peine de leur évacuation sans préavis par le bénéficiaire et aux frais du titulaire.

7.3 . Branchement

Le branchement du matériel devra être effectué selon les règles de l'art et conformément à la réglementation en vigueur.

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, par l'intermédiaire de fiches multiples, sera interdit.

7.4 . Sécurité

Aucun dommage ne doit être causé aux éléments de signalisation. De même, le titulaire doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter tous dégâts aux plantations et constructions voisines ainsi que la destruction de bornes géomètres.

7.5 . Contraintes

L'entretien des espaces verts et des terrains doit s'adapter aux configurations particulières liées aux conditions météorologiques (année exceptionnellement pluvieuse, problèmes d'enlèvement, détérioration des terrains, etc.).

ARTICLE 8 - DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES PRESTATIONS À EFFECTUER

8.1 . Désherbage

Le désherbage consiste à débarrasser tous types de végétaux adventifs sur l'ensemble des surfaces hors surfaces engazonnées.

Les zones à désherber sont les suivantes : les zones gravillonnées, bitumées, le long des clôtures, entre les clôtures de chemin de ronde, les pourtours des bâtiments, les pieds de lampadaires et poteaux d'incendie.

Pour ce faire, le titulaire utilisera des techniques alternatives de désherbage (moyens mécaniques, thermiques (suivant les zones) ou manuels).

Les solutions chimiques ne devront être mises en œuvre que sur les surfaces, qui pour des raisons techniques, ne peuvent être traitées comme citées ci-dessus.

Dans le cas où un traitement chimique serait incontournable, les produits utilisés devront avoir reçu l'homologation du Ministère de l'agriculture et du Ministère de la santé.

Compte tenu de l'évolution législative relative à ce genre de produits, le titulaire devra se maintenir en permanence en harmonie avec les textes, ainsi que les arrêtés préfectoraux codifiant l'emploi de ceux-ci.

La fourniture de désherbant est assurée par le titulaire du marché. Les solutions non polluantes seront privilégiées.

L'utilisation d'un désherbage thermique se fera uniquement après obtention d'un permis feu auprès du service prévention de la formation bénéficiaire et devra être réalisé par une personne habilitée et formée.

L'opération de désherbage thermique est proscrite aux alentours des zones militaires sensibles et des réserves de carburant.

Cette interdiction pourra être étendue à d'autres espaces en cas de nécessité.

8.2 . Entretien des allées et surfaces piétonnes

Il consiste à maintenir propre :

- les caniveaux par une opération de curage ;
- les réseaux d'écoulement passants sous les pentes d'accès aux bâtiments ;
- les bouches d'écoulement des eaux de ruissellement ;
- l'ensemble des rigoles situées autour des bâtiments ;
- les aires de parking tous sites, zone d'hélicoptage sur La Courtine et Sauvagnac ;

- les stations de carburant de Brive Laporte et La Courtine ;
- fauchage sous les antennes relais de Sauvagnac ;
- les trottoirs et pourtours du bâtiment par émoissage.

Une attention particulière sera apportée au nettoyage des caniveaux en période de chute des feuilles pour éviter que ces dernières n'engorgent les réseaux.

En aucun cas l'Administration ne tolérera une interruption de l'écoulement des eaux pluviales à cause d'un amas de débris divers (feuilles, déchets divers, terre, graviers, etc.).

1. Les allées en terre ou gravillons

Le maintien en bon état des surfaces en terre ou gravillonnées se fait par roulage ou ratissage, regarnissage des trous et désherbage.

2. Les surfaces cimentées ou bétonnées, trottoirs compris

Le maintien en état des surfaces cimentées ou bétonnées se fait par émoissage ou désherbage.

Une surface glissante ne pourra en aucun cas être tolérée.

Le titulaire signalera au responsable du site les éventuels raccords de surface qu'il jugerait utile de faire réaliser.

3. Les surfaces dallées

Le maintien en bon état des surfaces dallées se fait par émoissage mécanique des dalles, regarnissage des trous dans la semelle de terre et désherbage thermique ou mécanique.

8.3 . Entretien et taille des haies

Le titulaire devra effectuer un bêchage des surfaces. Le binage devra être effectué pour maintenir le sol propre.

Toute anomalie sanitaire constatée lors de la taille et mettant en jeu la pérennité des végétaux sera signalée au responsable de site.

La taille des haies doit être effectuée dans les règles de l'art préconisées pour ce type de prestation. Les haies longeant les clôtures ou murs seront taillées. Le titulaire portera un soin particulier à l'esthétique de la taille, notamment l'horizontalité et la régularité.

8.4 . Entretien et taille des massifs floraux, rosiers, arbustes, bosquets

Le titulaire devra effectuer un bêchage des surfaces. Le binage devra être effectué pour maintenir le sol propre.

Un sarclage devra être réalisé afin d'éviter l'accumulation de mauvaises herbes.

La taille des arbustes, des rosiers et des massifs floraux doit être effectuée dans les règles de l'art préconisées pour ce type de prestations de façon à conserver la mise en fleur, le maintien de l'équilibre, le port et le rajeunissement.

Toute anomalie sanitaire constatée lors de la taille et mettant en jeu la pérennité des végétaux sera signalée au chargé de prévention ou au correspondant désignés de chaque entité.

Le titulaire portera un soin particulier à l'esthétique de la taille notamment l'horizontalité et la régularité. Les massifs d'arbustes situés en limite de trottoir devront être taillés à l'aplomb de la bordure délimitant la voirie considérée afin de ne gêner en aucun cas la circulation des usagers.

La taille des arbres et arbustes devra prendre en compte le maintien de la bonne visibilité de la signalisation routière en place et de l'accès aux bornes incendie.

8.5. Entretien des surfaces gazonnées et semis de regarnissage

La tonte devra permettre le maintien d'un tapis uniforme d'environ 5 à 10 cm d'épaisseur.

Après chaque tonte, la pelouse devra constituer un tapis régulier et homogène. Il sera effectué une découpe du gazon autour des allées, massifs et bâtiments.

L'évacuation des produits de tonte s'effectuera immédiatement, afin d'éviter tout début de putréfaction ou d'éparpillement par le vent.

Le long des murets, clôtures et aux emplacements difficiles d'accès pour les matériels mécaniques, les herbes seront coupées avec le même soin en employant tous les moyens appropriés.

Les bordures seront ébarbées.

Les semis de regarnissage sont à la charge du titulaire.

Ces regarnissages localisés ont pour but de rénover certaines parties dégradées.

Lors des dernières tontes de l'année, les produits de tonte ne seront pas évacués mais broyés et laissés sur place par « *mulching* », afin d'engraisser le sol.

Pour ces opérations, les matériels seront équipés de plateaux recycleurs ou autre matériels permettant le même effet. Le même traitement pour le fauchage cantonné à la dernière intervention sera appliqué.

8.6 . Entretien des surfaces de broussaille (débroussaillage)

On entend par débroussaillage les opérations dont l'objectif est de diminuer l'intensité et de limiter la propagation des incendies par la réduction des combustibles végétaux en garantissant une rupture de la continuité du couvert végétal et en procédant à l'élagage des sujets maintenus et à l'élimination des rémanents de coupes.

La réduction de toute masse végétale est obtenue par les actions suivantes :

- broyage mécanique ;
- suppression de la strate arbustive dense ou supérieure à 1 m de hauteur, gaulis, taillis jeune avec exportation des produits ;
- suppression de la strate arbustive peu dense avec exportation des produits ;
- débroussaillage manuel en plein, avec exportation des produits ;
- débroussaillage de jeunes ligneux ;
- broyage-mécanique de semis, jeunes rejets ou taillis de faible diamètre ;
- traitement chimique de semis, jeunes rejets ou taillis de faible diamètre ;
- arrachage manuel de semis, jeunes rejets ou taillis de faible diamètre ;
- nettoyage du sol ;
- élimination de la végétation envahissante ;
- débroussaillage de brins adultes ;
- coupe manuelle ;
- traitement chimique éventuel des souches.

8.7 . Entretien des surfaces de prairie (fauchage)

Le fauchage des prairies pourra intervenir à tout moment de l'année en revanche le fauchage des fossés, merlons et accotements sera réalisé d'avril à octobre, ainsi que les zones coupe- feu et déclenché par bon de commande.

Il devra permettre le maintien d'un tapis uniforme (20 cm maximum ou moins suivant prescriptions particulières) et éliminer toutes les plantes adventices aux emplacements difficiles d'accès pour les matériels mécaniques.

Il devra être effectué à 1 mètre coté extérieur en cas de présence de clôture (cas des pylônes).

D'une manière générale, ces surfaces devront être maintenues en parfait état de propreté.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le fauchage pourra intervenir éventuellement sur des surfaces ayant une certaine déclivité.

Les accotements sont à faucher sur leur largeur.

L'évacuation des produits de fauchage s'effectuera immédiatement, afin d'éviter un début de putréfaction ou d'éparpillement par le vent.

Le titulaire veillera à ne pas obstruer l'écoulement naturel des eaux par des déchets de fauchage.

8.8 . Ramassage des feuilles mortes

Les feuilles mortes, le bois mort, les détritiques divers (papiers) seront ramassés et enlevés immédiatement sur les zones concernées par la tonte, les allées, cheminements, les abords de bâtiments et de trottoir, les terrains de sport.

8.9. Entretien et curage des fossés

Le curage des fossés vise à les nettoyer afin d'assurer leur fonctionnalité hydraulique.

En fonction de leurs états, les prestations non exhaustives pourront comprendre :

- enlèvement et évacuation des sédiments (ramassage des embâcles pouvant gêner l'écoulement) ;
- débroussaillage ;
- taille de la végétation ;
- recalibrage (lire ci-dessous) ;
- débouchage des buses.

En revanche, les travaux d'extension, de recalibrage et de comblement sont interdits sans autorisation préalable des services de la Direction Départementale des Territoires.

8.10. Élagage des arbres

Cette prestation comprend :

- la mise en place des équipements de sécurité nécessaires à la réalisation des prestations et leur enlèvement en fin d'exécution ;
- la coupe du bois ;
- l'application d'un produit cicatrisant sur les branches principales ;
- l'élimination des bois morts ;
- le broyage de l'ensemble des branchages ;
- l'évacuation de l'ensemble des déchets et la remise en parfait état de propreté de la zone.

Le titulaire a obligation de signaler à l'Administration toutes les actions nécessaires au maintien

en état, visuel, de sécurité et sanitaires des zones boisées des quartiers.

8.11. Abattage des arbres

Cette prestation comprend :

- la mise en place des équipements de sécurité nécessaires à la réalisation des prestations et leur enlèvement en fin d'exécution ;
- la coupe du bois ;
- le broyage de l'ensemble des branchages ;
- le dessouchage du tronc et des racines;
- l'évacuation de l'ensemble des déchets ;
- sur demande une replantation.

Le titulaire a obligation de signaler à l'Administration toutes les actions nécessaires au maintien en état, visuel, de sécurité et sanitaires des zones boisées des quartiers.

Après abattage les arbres pourront être remplacés à la demande par des végétaux de même nature.

8.12. Traitement des souches

Dessouchage

Avant réalisation de cette prestation, le titulaire sera consulté afin de s'assurer qu'aucun obstacle souterrain n'est présent

Aussi le dessouchage ne doit pas être effectué de façon automatique après la prestation d'abattage d'arbre mais bien restée une prestation à la demande.

Cette prestation comprend :

- l'enlèvement de souche par arrachage, rognage, grignotage ou carottage par tout moyen mécanique adapté ;
- l'évacuation de l'ensemble des déchets.

Dévitalisation de souche

La dévitalisation vise à détruire la souche et le système racinaire afin d'empêcher l'apparition de drageons et de rejets consécutivement à la suppression de la partie aérienne de l'arbre.

Elle se fait avec un produit homologué et soumis à l'autorisation du bénéficiaire.

Un deuxième traitement peut être nécessaire pour certaines essences drageonnantes. Dans ce cas la partie de tronc restant émergente, la coupe sera alors au préalable rafraîchie avant traitement.

8.13. Fertilisation

La fertilisation se fait par épandage répété d'engrais naturels, afin de favoriser la croissance et la mise en fleur des végétaux, en respectant des doses prescrites pour préserver la protection de l'environnement.

La fourniture des engrais est à la charge du titulaire.

L'utilisation de produits végétaux tels que le compost de déchets verts est à privilégier.

8.14. Traitement des déchets

Le titulaire évacuera les déchets organiques et minéraux (déchets de tonte, de scarification, extraction de terre, etc.) en centre de compostage ou centre de traitement agréé.

Le coût d'élimination des déchets est inclus dans les prestations du marché.

Le titulaire a précisé dans son mémoire technique les filières d'élimination et la destination prévue pour chaque type de déchet.

Il recherchera une valorisation maximale des déchets produits.

Le titulaire ne pourra, en aucun cas, demander une plus-value en cas de modification de la filière d'élimination au cours du marché.

Il est strictement interdit de brûler des déchets sur les sites.

8.15. Plantation de végétaux

Il pourra être demandé la plantation d'arbres ou d'arbustes en aménagement de sites ou en remplacement d'arbres abattus.

Cette prestation comprendra la préparation du terrain, la plantation, l'arrosage dès que nécessaire pendant une période de 6 mois.

Pour les massifs, il y aura un plant au m².

La mise en place d'une bâche tissée pourra être demandée.

Les arbres ou arbustes déficients ou morts au terme d'un an de plantation seront remplacés à la charge du titulaire.

Ces végétaux devront remplir les conditions suivantes :

- végétaux appropriés aux conditions des sites ;
- végétaux peu sensibles aux maladies et peu gourmands en eau ;
- espèces plantées sur un même espace diversifié afin de constituer une barrière aux maladies et parasites ;
- privilégier les espèces à intérêt écologique ;
- interdiction des espèces allergisantes ;
- interdiction de fourniture de végétaux inscrits sur les listes d'espèces exotiques envahissantes.

ARTICLE 9 - CONTRÔLE ET VÉRIFICATION DES PRESTATIONS

9.1. Surveillance technique

Les personnels intervenants sur le site sont placés sous la seule responsabilité du chef d'équipe appartenant à l'entreprise qui, lors de la réunion de lancement, indiquera le nom et le numéro de téléphone du chef d'équipe. Il est l'interlocuteur privilégié du responsable du site ou de son représentant.

Le chef d'équipe devra être présent tout au long de la phase d'exécution de la prestation mais pourra également être œuvrant.

Les prestations effectuées par le titulaire devront être suivies sur un carnet de liaison.

Un cahier de liaison mis en place sur chaque site par le titulaire du marché et placé dans un endroit accessible aux deux parties devra être visé par les représentants de chaque partie à l'issue de chaque prestation. Les remarques éventuelles et toutes les consignes concernant l'exécution des prestations ou les problèmes rencontrés y seront mentionnées. Ce cahier doit être mis en place par le titulaire à partir du 1^{er} bon de commande émis pour chaque site.

Le responsable du site chargé du suivi de l'exécution des prestations veillera à leur bonne exécution. Pour cela, il effectuera des visites sur chacune des parcelles entretenues, et si besoin, demandera la présence du représentant du titulaire désigné à l'issue de la notification. À l'issue de la prestation, un rapport ou une fiche de contrôle sera établi entre le chef d'équipe

et le responsable du site.

9.2. Incident

Les incidents susceptibles d'intervenir dans l'exécution du marché feront l'objet d'une fiche dont le modèle est joint en annexe 5 au CCTP.

Cette fiche, signée par les deux parties sera adressée au pouvoir adjudicateur afin d'effectuer les calculs des réfections ou des pénalités.

Seule une copie de la fiche d'incident sera transmise au titulaire du marché par le responsable de la formation.